

Fenêtre 3 Nord	Surface de baies	P	Observé / mesuré	5.76 m²
	Placement	P	Observé / mesuré	Mur 1 Nord
	Orientation des baies	P	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	P	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	P	Observé / mesuré	Fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	P	Observé / mesuré	PVC
	Type de vitrage	P	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	P	Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive	P	Observé / mesuré	oui
	Gaz de remplissage	P	Observé / mesuré	Argon/ Krypton
	Positionnement de la menuiserie	P	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	P	Observé / mesuré	lp:5cm
	Type volets	P	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	P	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	P	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte	Surface de porte	P	Observé / mesuré	2.03 m²
	Placement	P	Observé / mesuré	Mur 2 Sud
	Type de local adjacent	P	Observé / mesuré	l'extérieur
	Nature de La menuiserie	P	Observé / mesuré	Toute menuiserie
	Type de porte	P	Observé / mesuré	Porte opaque pleine isolée
	Positionnement de la menuiserie	P	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 1	largeur du dormant menuiserie	P	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type PT	P	Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Plafond
	Type isolation	P	Observé / mesuré	mji
Pont Thermique 2	Longueur du PT	P	Observé / mesuré	5.2 m
	Type PT	P	Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Plancher Int.
	Type isolation	P	Observé / mesuré	m / non isolé
Pont Thermique 3	Longueur du PT	P	Observé / mesuré	5.2m
	Type PT	P	Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Plancher
	Type isolation	P	Observé / mesuré	ITI / non isolé
Pont Thermique 4	Longueur du PT	P	Observé / mesuré	5.2m
	Type PT	P	Observé / mesuré	Kur 2 Sud/Plafond
	Type Isolation	P	Observé / mesuré	m/m
Pont Thermique 5	Longueur du PT	P	Observé / mesuré	5.2 m
	Type PT	P	Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Plancher Int.
	Type isolation	P	Observé / mesuré	ITI/non isolé
Pont Thermique 6	Longueur du PT	P	Observé / mesuré	5.2 m
	Type FT	P	Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Plancher
	Type Isolation	P	Observé / mesuré	ITI/non isolé
Pont Thermique 7	Longueur du PT	P	Observé / mesuré	5.2 m
	Type PT	P	Observé / mesuré	Mur 3 Ouest / Plafond
	Type isolation	P	Observé / mesuré	m/m
Pont Thermique 8	Longueur du PT	P	Observé / mesuré	9.2m
	Type PT	P	Observé / mesuré	Mur 3 Ouest / Plancher Int.
	Type isolation	P	Observé / mesuré	ITI / non isolé
Pont Thermique 9	Longueur du PT	P	Observé / mesuré	9.2 m
	Type PT	P	Observé / mesuré	Mur 3 Ouest/ Plancher
	Type isolation	P	Observé / mesuré	ITI/non isolé
Pont Thermique 10	Longueur du PT	P	Observé / mesuré	9.2 m
	Type PT	P	Observé / mesuré	Mur 4 Est/ Plafond
	Type isolation	P	Observé / mesuré	ITI/ITI

Pont Thermique 11	Longueur du PT	O Observé / mesuré	9.2 m
	Type PT	O Observé / mesuré	Mur 4 Est/ Plancher Int.
	Type isolation	O Observé / mesuré	II / non isolé
Pont Thermique 12	Longueur du PT	O Observé / mesuré	9.2 m
	Type PT	O Observé / mesuré	Mur 4 Est/Plancher
	Type isolation	p Observé / mesuré	IT/non isolé
	Longueur du PT	P Observé / mesuré	9.2 m

Systèmes

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Ventilation	Type de ventilation	P Observé/mesuré VMC SF Hygso B après 2012
	Année installation	P Observé/mesuré 2015
	Energie utilisée	P Observé / mesuré Electrique
	Façades exposées	P Observé / mesuré plusieurs
	Logement Traversant	P Observé / mesuré oui
Chauffage	Type d'installation de chauffage	P Observé / mesuré Installation de chauffage simple
	Surface chauffée	P Observé / mesuré 90,41 m
	Nombre de niveaux desservis	P Observé / mesuré 2
	Type générateur	P Observé / mesuré Electrique - PAC air/eau installée entre 2015 et 2016
	Année installation générateur	P Observé / mesuré 2015
	Energie utilisée	P Observé / mesuré Electrique
	Chaudière murale	P Observé / mesuré non
	Type émetteur	P Observé / mesuré Radialeur monotube avec robinet thermostatique
	Température de distribution	P Observé / mesuré supérieur à 65°C
	Année installation émetteur	P Observé/mesuré Inconnue
Eau chaude sanitaire	Type de chauffage	P Observé/mesuré central
	Equipement intermittence	P Observé / mesuré Avec intermittence centrale avec minimum de température
	Nombre de niveaux desservis	P Observé / mesuré 2
	Type générateur	P Observé / mesure Electrique-PAC air/eau installée entre 2015 et 2016
	Année installation générateur	P Observé / mesure 2015
	Energie utilisée	P Observé / mesure Electrique
	Type production ECS	P Observé / mesuré Chauffage et ECS
	Chaudière murale	P Observé / mesuré non
	Type de distribution	P Observé / mesuré production en volume habitable alimentant des pièces contigus
	Type de production	P Observé / mesuré instantanée

Références réglementaires utilisées :

Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêtés du 16 mars 2023 décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

Informations société : DIMM Diagnostic Immo 10 Allée des Champs Elysées 91000 EVRY

Tél. : 01.64.93.65.53 - N°SIREN : 535 308 035 00026 - Compagnie d'assurance : AXA n° 11052642404

À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE :

Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (<https://observatoire-dpe.ademe.fr/>).

N°ADEME

2391E2258640.





Certificat de superficie de la partie privative

Numéro de dossier : R. 23.499. ORMOY.DOS
Date du repérage : 04/07/2023
Heure d'arrivée : 11 h 23
Durée du repérage : 02 h 35

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 art. 54 II et V, de la loi n° 96/1107 du 18 décembre 1996, n°2014-1545 du 20 décembre 2014 et du décret n° 97/532 du 23 mai 1997, en vue de reporter leur superficie dans un acte de vente à intervenir, en aucun cas elle ne préjuge du caractère de décence ou d'habilité du logement.

Extrait de l'Article 4-1 - La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot, mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

Extrait Art.4-2 - Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-1.

Désignation du ou des bâtiments <i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département Essonne Adresse :42 bis avenue des Roissy Hauts Commune :91540 ORMOY Section cadastrale AC, Parcelle(s) n° 284 Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :	Désignation du propriétaire <i>Désignation du client :</i> Nom et prénom : . Mr [REDACTED] Mme [REDACTED] Adresse : 42 bis avenue des Roissy Hauts 91540 ORMOY
Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) Nom et prénom : Société HOIST FINANCE AB Adresse : 59700 MARCQ-EN-BARCEUL	Repérage Périmètre de repérage :
Désignation de l'opérateur de diagnostic Nom et prénom :Antesbi Raison sociale et nom de l'entreprise :DIMM Diagnostic Immo Adresse :Allée des Champs Elysées 91000 EVRY Numéro SIRET :535 308 035 00026 Désignation de la compagnie d'assurance : ... AXA Numéro de police et date de validité :11052642404- 01/01/2024	
Superficie privative en m² du ou des lot(s) Surface lot Carrez totale : 90,41 m ² (quatre-vingt-dix mètres carrés quarante et un) Surface au sol totale : 90,41 m ² (quatre-vingt-dix mètres carrés quarante et un)	

Résultat du repérage

Date du repérage : 04/07/2023
Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage : Néant
Liste des pièces non visitées : Néant
Représentant du propriétaire (accompagnateur) : Sans accompagnateur

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

Parties de l'immeuble bâtis visités	Superficie privative au sens Carrez	Surface au sol	Commentaires
Rez de chaussée - Séjour	37.24	37.24	
Rez de chaussée - Cuisine	5.5	5.5	
Rez de chaussée - Celler	2.39	2.39	
Rez de chaussée - Vê	1.32	1.32	
1er étage - Palier	3.1	3.1	
1er étage - Chambre 1	10.84	10.84	
1er étage - Chambre 2	11.3	11.3	
1er étage - Chambre 3	11.42	11.42	
1er étage - Salle de bain	5.14	6.14	
1er étage - Wc	1.16	1.16	

Superficie privative en m2 du ou des lot(s) :

Surface loi Carrez totale : 90,41 m2 (quatre-vingt-dix mètres carrés quarante et un)
Surface au sol totale : 90,41 m2 (quatre-vingt-dix mètres carrés quarante et un)

Fait à ORMOY, le 04/07/2023

Par : Mihoubj Ariles



Aucun document n'a été mis en annexe

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.



État des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et pollution des sols
Résumé de l'expertise n° R.23.499.ORMOY.DOS

Numéro de dossier R.23.499.ORMOY.DOS

Date de l'd recherche : 05/07/2023

Date de fin de validité : 04/01/2024



Désignation du ou des bâtiments

Adresse : 42 bis avenue des Roissy Hauts
Commune : 91540 ORMOY
Section cadastrale : AC Parcelle(s) n° 284,
Coordonnées GPS :

Exposition aux risques

A la commune			A l'immeuble	
Exposition aux risques	Plan de prévention	Elo	Exposé	Travaux réalisés
Risque sismique niveau 1 : Très faible			Oui	
Commune à potentiel radon de niveau 3			Non	



Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et pollution des sols

L'attention ... s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 432 du 22/12/2020 mis à jour le N/a
Adresse de l'immeuble code postal ou Insee commune
42 bis avenue des Roissy Hauts 91540 ORMOY

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N oui non ☒

prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

Inondation • Crue torrentielle • Mouvement de terrain ☐ Avalanche ☐

Sécheresse ☐ Cyclone ☐ Remontée de nappe • Feux de forêt ☐

Séisme • Volcan ☐ Autre

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble ou regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN oui non ☒

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non ☐

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M oui non ☒

prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

Mouvements de terrain ☐ Autre

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble ou regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR miniers oui non ☒

Si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR miniers ont été réalisés oui non ☒

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRT prescrit et non encore approuvé oui non ☒

Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :

Effet toxique ☐ Effet thermique ☐ Effet de surpression ☐

L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPRT approuvé oui non ☒

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble ou regard des risques pris en compte

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement oui non ☒

L'immeuble est situé en zone de prescription oui non ☒

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés oui non ☒

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe d'office de vente ou au contrat de location oui non ☒

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en :
Zone 1 ☒ Zone 2 ☐ Zone 3 ☐ Zone 4 ☐ Zone 5 ☐ Zone 6 ☐

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon de niveau 3 oui non ☒

Information relative à la pollution des sols

Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS) oui non ☒

Information relative à la pollution des sols

L'immeuble est situé dans une zone exposée au recul du trait de côte • A l'échelle de 30 ans • entre 30 et 100 ans • non ☒

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T

L'information est mentionnée dans l'acte de vente oui non ☒

Vendeur - Bailleur Date / Lieu Acquéreur - locataire

Mr Mme

ORMOY / 05/07/2023

QUI, QUAND ET COMMENT REMPLIR L'ETAJ DES SERVITUDES RISQUES ET D'INFORMATION SUR LES SOLS ?

MauouCn

• Au terme des articles L. 125-5 et g 125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur qu'il s'agit ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'essence des risques auxquels le bien est exposé.

Un état des risques fondé sur les informations transmises par le Préfet de département au maître de la commune ou eslué le bien, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réasissant ou constatant la vente de ce bien immobilier. Qu'il s'agisse d'un bien ou d'un bail.

ou... HUG

L'état des servitudes, risques et d'information sur les sols est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réasissant ou constatant la vente.

L'obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers

• Celle obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bails ou non bails situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet.

2. dans une zone exposée aux risques définie par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application du code de l'environnement (article L. 562-2).

1. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit par le Préfet ;

4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R563-4 et D563-2-1 du code de l'environnement.

5. dans un secteur d'information sur les sols

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles coniques appartenant à un même propriétaire ou à un même indivision.

ou... HUG

• Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :

- la liste des lieux présentant une pollution :

- la liste des risques ou prévisions en compte :

- la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.

L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :

1. la liste de présentation ou des plans de prévention ainsi que des secteurs concernés, excepté pour les plans de prévention des risques technologiques

2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de décrire les secteurs d'information sur les sols, les zones exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;

3. le règlement des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;

4. le zonage réglementaire de sismicité 2, 3, 4 ou 5 défini par décret.

• Le préfet adresse copie de l'arrêté ou du décret de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.

• L'arrêté est affiché réglementairement en mairie et publié ou recueilli des actes administratifs de l'Etat dans le département.

• Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.

* Les arrêtés sont mis à jour :

- lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques naturels, miniers ou technologiques ou de modifications relatives à la sismicité et/ou lors de la révision annuelle des secteurs d'information sur les sols ;

- lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ; - lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale des secteurs d'information sur les sols 50/5 de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune.

Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location, ils sont directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département

ou... HUG

• L'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.

• Cet état doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réasissant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.

• Il est valable pour la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-occupation il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est octroyé en cas d'une entrée différée d'un des colocataires

ou... HUG

• L'état des servitudes, risques et d'information sur les sols mentionne la sismicité, l'inscription dans un secteur d'information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, applicables par anticipation ou approuvés

• Il mentionne si l'information relative à l'indemnisation post-catastrophes et/ou celles relatives aux biens en dehors des logements. Ces informations sont mentionnées dans le contrat de vente ou de location.

• Il mentionne aussi la réassurance ou non des travaux prescrits vis-à-vis de l'immobilier par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.

• Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard des secteurs d'information des sols et des zonages réglementaires vis-à-vis des risques.

• Pour les biens autres que les logements concernés par un plan de prévention des risques technologiques il est accompagné, en application de l'article R125-26 et lorsque ce-ci a été reçu par le vendeur ou le bailleur, de l'information sur le type de risques auxquels le bien est soumis ainsi que la gravité de l'accident.

ou... HUG

• Il doit d'une part importer au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence et d'autre part, le compléter des cartographies des informations propres à l'immobilier : sinistres indemniés, prescription et réaffectation de travaux

• Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des servitudes, risques et d'information sur les sols, daté et visé par l'acquéreur ou le locataire.

pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail

information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pour en savoir plus,
consultez le site Internet : www.georisques.gouv.fr

MINISTÈRE DES TRANSPORTS, ÉCOLOGIE ET SOLIDAIRE • TOUR SEQUOIA 92055 LA DÉFENSE CEDEX WWW.ECOLOGIQUE-SOLIDAIRE.GOUV.FR

Préfecture : Essonne

Adresse de l'immeuble : 42 bis avenue des Roissy Hauts 91540 ORMOY

Liste des sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Types de catastrophe	Dole de début	Dole de fin	Publillon	JO	OUI	NON
Néant	-	-	-			

Cochez les cotes OUI ou NON si, à voire connaissance l'immeuble à foil l'objet d'une indemnisation suile à des dommages consécutifs à chacun des événements

Etabli le : 05/07/2023

Signature :

Vendeur : Mr [REDACTED] [REDACTED] Mme [REDACTED] [REDACTED]

VENCH



Direction départementale des territoires
Service Environnement
Bureau Prévention des Risques et des Nuisances

Anété préfectoral n° 2020-DDT-SE-N°432 du 29 décembre 2020
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers
sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs et la pollution des sols
sur la commune d'ORMOY (Ettonne)

Le Préfet De L'Essonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la code général des collectivités territoriales;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 à L. 125-7 et R.125-23 à R.225-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ainsi que les articles L.563-1 et R.563-1 à D.563-8-1 relatifs à la prévention du risque sismique; et les articles L.556-2 et R.125-41 à R.127-47 relatifs aux secteurs d'information sur les sols ;

VU le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Eric JALON, préfet hors classe, en qualité de préfet de l'Essonne ;

VU l'arrêté n° 2019-PRE F/DC PPAT/BUPPE/O8 du 03 juin 2019 instituant des secteurs d'information sur les sols (SIS) sur la commune d'Or moy ;

VU l'arrêté n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-164 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Philippe ROGIER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Essonne ;

VU l'arrêté n° 2020-DDT-SG-8AJAF-231 du 23 août 2020 portant subdélégation de signature au sein de la direction départementale des territoires;

VU l'arrêté n° 2020-DDT-SE-N°387 du 13 décembre 2020 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs et la pollution des sols sur la commune d'Or moy ;

VU l'arrêté n° 2020-DDT-SE-N°405 du 22 décembre 2020 portant sur l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs et la pollution des sols dans le département de l'Essonne ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre à jour la liste des risques et pollutions à prendre en compte sur le territoire de la commune d'Ormy et les documents à consulter pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques et la pollution des sols ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour l'arrêté n°2020-DDT-SE-N°397 du 18 décembre 2020 en raison d'une erreur matérielle ;

ARRETE :

Article 1

La commune d'Ormy est :

- exposée aux risques naturels d'inondation par débordement de la rivière Essonne ;
- concernée par les secteurs d'information sur les sols (SIS) suivants :
 - n°15/500226 relatif au site de Duno Intermarché ;
 - n°91/500141 relatif au site de la Société Véraline ;
 - n°91/SIS00014 relatif au site Total ELF Antar.

Le dossier communal d'information sur les risques naturels et technologiques est annexé au présent arrêté.

Article 2

Les documents de référence relatifs aux risques et pollutions auxquels la commune est exposée sont :

- le plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de l'Essonne approuvé le 18 juin 2012 par arrêté inter-préfectoral 2012-DDT-SE-n°280,
- les secteurs d'information sur les sols (SIS) sur la commune institués le 03 juin 2019 par arrêté préfectoral n° 2019-PREF/DCPFAT/BUPPE/O8.

Articles

Les éléments nécessaires aux vendeurs et aux bailleurs pour l'état des risques naturels et technologiques utiles à l'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers sont consignés dans un dossier communal d'information qui comprend :

- une fiche synthétique précisant la nature ainsi que l'intensité du risque auquel la commune est exposée et mentionnant les documents de référence auxquels le vendeur ou bailleur peut se référer,
- des documents graphiques délimitant les zones exposées au risque d'inondation et les secteurs d'information sur les sols.

Article 4

Le dossier communal d'information et les documents de référence sont consultables aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie d'Ormy et de la préfecture de l'Essonne

Article 5

Ces informations sont mises à Jour conformément aux dispositions des articles L.125-5 à L.25-7 du code de l'environnement.

Articles

Le présent arrêté est notifié au maire de la commune d'Ormoy et à la présidente de la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie d'Ormoy et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Le présent arrêté ainsi que ses modalités de consultation feront l'objet d'une mention dans le Journal Le Parisien.

Le dossier est consultable sur le site Internet des services de l'État en l'Essonne:

<http://www.essonne.eu/fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques>.

Transactions-immobilieragct-installations-classees/information-Acquiersurs-Lacetalges.

Article 7

Les Secteurs d'information sur les Sols mentionnés à l'article 1 sont publiés sur le site Internet:

<http://www.tecris.ves.gouv.fr>

Article 8

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° 2020-DDT-SE-N°397 du 13 décembre 2020.

Article 9

Le préfet de l'Essonne, le directeur de cabinet, le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire d'Ormoy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour le préfet, par délégation.
Pour le directeur départemental des territoires
et par subdélégation

L'Adjointe au Responsable
du Service Environnement

Valérie BALLAUD-GORA

V ENCH

3/3

2020-AP-DDT-SE-N°432_IAL_Ormoy3



Prefecture du département

Code postal 91540 Commune de ORMOY

Code INSEE 91390

Fiche communale d'information risques et pollution

risques naturels, mhas calechrologique, skmks, polarSd radon ellob poluia

Annuaire h Farrôto protectori
n° 2020-DDT-SE-N°432

du 291 12 12020

mis A jour la 201 12 12020

« La commune est concernée par le périmètre d'un PPR N

'oui X non

prescrit antcipé

approuvé X data 18/08/12

1 Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondations autres

> Le règlement du PPRN comprend des prescriptions de Uraveux

oui non X

La commune est concernée par le périmètre d'un autre PPR N

'oui non X

prescrit anticipé

approuvé cels 1 l

1 Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

Inondations evres

> Le règlement du PPRN comprend des prescriptions de tave

oui non

> La commune est concernée par le périmètre d'un PPR M

'oui non X

prescrit anticipé

approuvé 5 de's l l

3 Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

mcrement de forrain cutree

> Le règlement du PPR M comprend des prescriptions de travaux

oui non

La commune est concernée par un périmètre d'étude d'un PPR T

'oui non X

51 oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont les suivants :

effet toxique effet thermique effet de pression

> La commune est concernée par le périmètre d'un PPR T

oui non X

> La zonage comprend un ou plusieurs zones d'expropriation ou de délestage

oui non

> Le zonage comprend une ou plusieurs zones de prescription de travaux pour les logements

oui non

* Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'habitat est exposé

ainsi que leur gravité, probabilité d'occurrence, et les mesures de prévention à prendre.

Code postal 91540 Commune de ORMOY Code INSEE 01390

page 2/2

> la commune se situe en zone de vulnérabilité

 zonal X zone2
très faibles

faibles

 zone3 zone4
modérées

moyenne

 zone6
forte

Situation de la commune au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

- Le territoire de la commune est classé en zone de potentiel radon de niveau 3

oui non X

Information relative à la pollution de sol

> La commune comprend-elle un ou plusieurs secteurs d'information sur les sols (SIS) ?

oui X non

Années portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

 • La commune a-t-elle été concernée depuis 1982 par un ou plusieurs événements de catastrophe naturelle ou technologique ?
 - da recensées par le Fichier National des Catastrophes Naturelles (FNCN)
 - da recensées par le Fichier National des Catastrophes Technologiques (FNCT)

nombre 9

nombre 0

Pièces jointes *

Documents de référence permettant la définition des travaux prescrits

 EIR : da traités par le Service de l'Urbanisme et de l'Environnement (SUE) de la commune.
 en application du Code de l'urbanisme : articles R.125-23, 24, 26 et R.125-4

la scsnnnan

Extraire les données relatives à la situation des zones exposées aux risques naturels et technologiques en application du Code de l'urbanisme : articles R.125-23, 24, 26 et R.125-4.

 Document cartographique délimitant les zones exposées aux risques naturels et technologiques (PPRI de l'Eau approuvé le 18/02/2011).
 Document cartographique délimitant les zones exposées aux risques naturels et technologiques (PPRI de l'Eau approuvé le 18/02/2011).
 (voir le fichier '2010-PREFDCPPATSBUPPE/108')

date 29/17/2020

le préfet de département

 • Les plans de prévention des risques naturels et technologiques (PPRI) de la commune de Ormoy.
 - MWWP - NN intég.

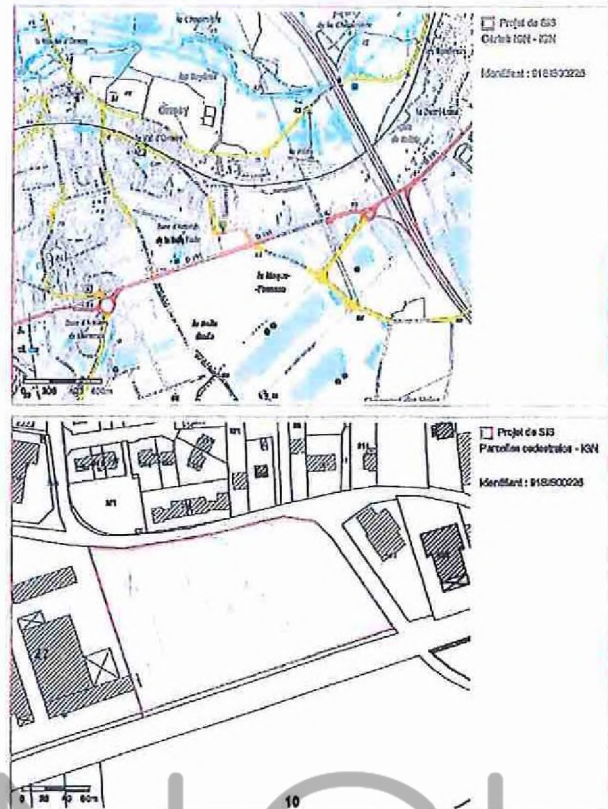
usiné/gastie

2020-AP-DDT-SE-N°432_IAL_Ormoy5



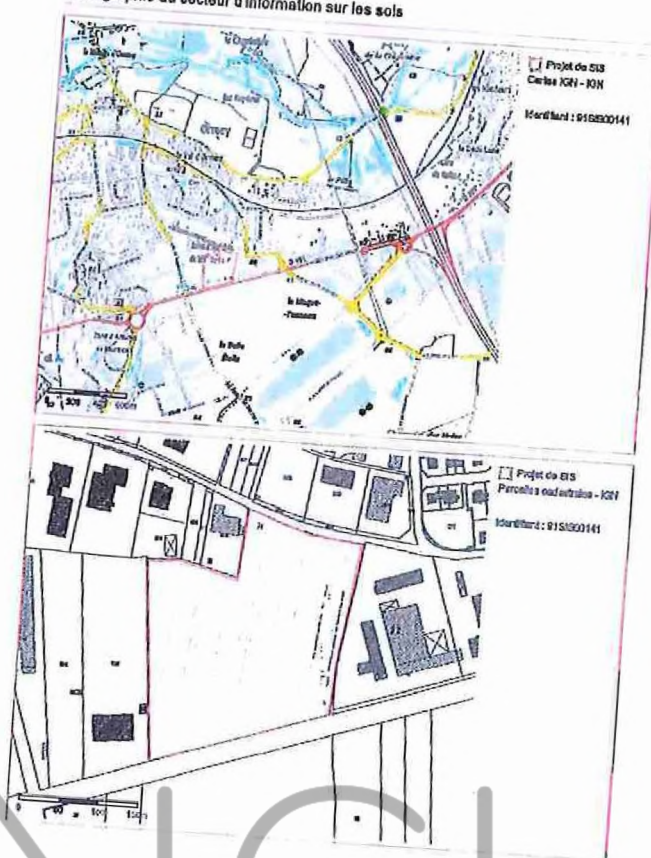
2020-AP-DDT-SE-N°432_IAL_Ormoy_6

Cartographie du secteur d'information sur les sols



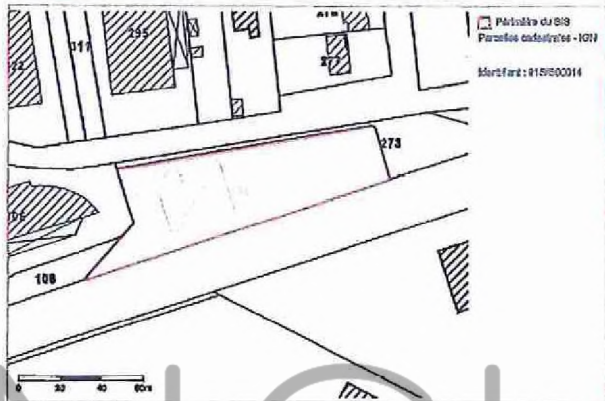
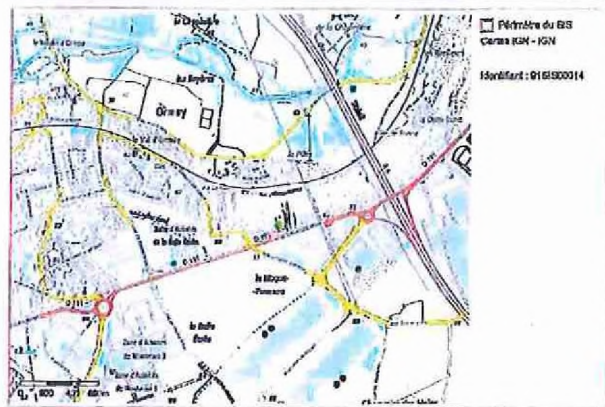
VENCH

Cartographie du secteur d'information sur les sols



VENCH

Cartographie du secteur d'information sur les sols



VENCH



IS
5
II
y
588
026

ÉTAT DES RISQUES POUR
L'INFORMATION DES ACQUÉREURS
ET DES LOCATAIRES

Étab le 4 juillet 2023

L'ordonnance du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire ou le bailleur (bail ou non bail) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien ou certains risques majeurs auxquels ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de leur en faire connaître et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réduction du prix.

Ce document est un état des risques pré-établi en prévision de la loi n° 2003-1226 du 10 décembre 2003 relative à la prévention des risques naturels prévisibles, du littoral et des risques technologiques. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du Code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire ou au bailleur de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont il dispose, notamment les risques que le bien a subis.

En complément, il aborde en annexe des risques répertoriés auxquels la parcelle est exposée.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (EIRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

91540 ORMOY

Code parcelle :
000-AC-281



Parcelle(s) : 000-A0264, 91540 ORMOY
1/7 pages

ERRIAL_Parcelle_000-AC-284091468 040720231



RAPPEL

plans de prévention des risques

Votre interurbain est soumis le permis d'un plan de prévention des risques. Il peut être concerné par l'obligation de réaliser certains travaux. Pour les savoirs vous devez consulter le PPR auprès de votre commune ou sur le site de votre préfecture.

Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRI) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur ~~ce site pour vous aider à vous préparer~~

VENCH

farcis) : COGAC-284_91540_OAMOY
2 / 7 pages

ERRIAL_Parcelle_000-AC-284@91468_04072023_2

■ ■
HINSTIRE
DE LA TRAHSIOH
ICOL. OsQe
54.

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIERE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ?

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (si elle existe).

Les parties signataires de l'acte déclarent avoir pris connaissance des informations relatives à ce document et déclarent avoir été en mesure de les compléter à partir des informations disponibles. Elles déclarent que les informations fournies sont exactes et complètes.

Le propriétaire doit joindre les extraits de la carte réglementaire et du règlement du PPR qui concernent la parcelle.

SIGNATURES

Vendeur/Bailleur

Date et lieu

Acheteur/Locataire



Pa/cstefs) : 000-AC-284, 91540 OPMOY
3/7 pages

ERRIAL_Parcelle_000-AC-284091468_04072023_3



ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

INONDATION



Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type inondation n°1004/2009 de la commune d'Essonne a été approuvé sur le territoire de la commune, mais n'affecte pas votre bien.

Date de prescription : 1004/2009
Date d'approbation : 1806/2012

Un PPR approuvé est un PPR dérivé d'adoption.

Le PPR couvre les aléas suivants :
Inondation

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'Etat qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.



ARGILE : 3/3



L 1 : Exposition faible
Kul 2 : Exposition moyenne
L 3 : Exposition forte

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations de teneur en eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles à fondations superficielles) suite à ces gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'érosion.

Exposition forte : La probabilité de survenue d'un sinistre est élevée et l'intensité des phénomènes est forte. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives adaptées. Pour plus de détails : voir le zonage des sols argileux.



Parcelles : OCO-A&284. 91540 OHMOY
4 / 7 pages

ERRIAL_Parcelle_000-AC-284@91468,,04072023_4



POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changements d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

- 1 site(s) pollué(s) plan(s) au sein du secteur d'information sur les sols (SIS)



VENCH

Parcelles : 000AO-2&/ 9 IWO OR^OY
5 / 7 pages

ERRIAL_Parcelle_000-AC-28409146804072023_5



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est faite notamment pour renseigner la question de rétal des risques relative au sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 12

Source : CCR

Sécheresse : 3

Code national CATNAT	Début la	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE0000771A	01/01/1992	20/09/1992	27/12/2000	29/12/2000
INTE2137451A	01/07/2020	30/09/2020	21/12/2021	14/01/2022
INTE9200181A	01/05/1989	31/12/1991	01/04/1992	03/04/1992

Inondations et/ou coulées de boue : 7

Code national CATNAT	Début la	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1615488A	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016
INTEG400502A	24/07/1994	24/07/1994	28/10/1994	20/11/1994
INTE9600522A	21/08/1996	21/08/1996	09/12/1996	20/12/1996
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19830621	09/04/1983	18/01/1983	21/06/1983	24/06/1983
NOR19831115	16/08/1983	16/08/1983	15/11/1983	18/11/1983

Mouvement de terrain : 2

Code national CATNAT	Début la	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19831115	16/08/1983	16/08/1983	15/11/1983	18/11/1983

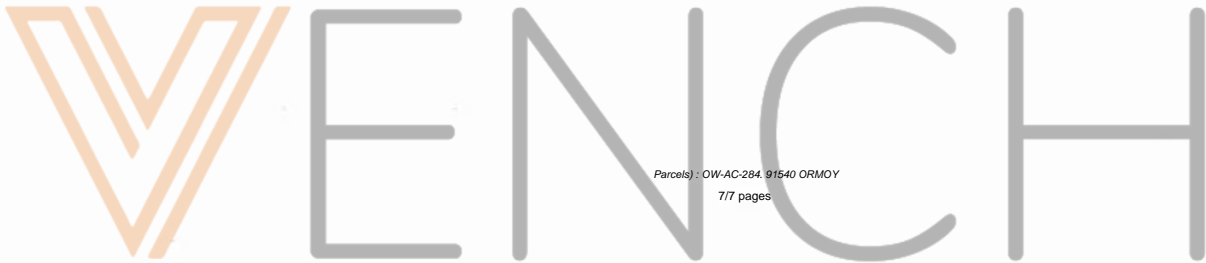




ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Inventaire des se(s) polue(s) place(s) en secteur d'information sur les ses (SIS)

Nom du site	Fiche détaillée
nul	https://files-nsouesbrqmn.r/gecdscuesin/osolsclassifcallo/Ss2000C0850101



Parcel(s) : OW-AC-284. 91540 ORMOY
7/7 pages



État des nuisances sonores aériennes

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Numéro de dossier R.23.499.ORMOY.DOS
Date de la recherche : 05/07/2023

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostic technique - DOT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être annexé à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n _____ du _____ mis à jour le N/a _____
Adresse de l'immeuble _____ code postal ou Insee _____ commune _____
42 bis avenue des Roissy Hauts 91540 _____ ORMOY

Situation de l'immeuble au regard d'un plan d'exposition au bruit (PEB)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB
révisé ☐ approuvé ☐ oui • non ☒
date

Si oui, nom de l'aérodrome :

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation
Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés
OUI ☐ non ☒
oui ☐ non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB
révisé ☐ approuvé ☐ oui ☐ non ☒
date

Si oui, nom de l'aérodrome :

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

zone ** zone B² • zone C³ • zone D4 O
forte forte modéré

- 1 (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)
- 2 (entre la courbe d'indice Lden 70 et la courbe choisie entre Lden 65 et 62)
- 3 (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 57 et 55)
- 4 (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden choisie entre 50 et 55). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés à l'article 1609 du code général des impôts (et sous réserve des dispositions de l'article L. 152-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture)

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prises en compte

Le plan d'exposition au bruit est consultable sur le site Internet du Géoportail de l'Institut national de l'information géographique et forestière (I.G.N.) à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr>

Vendeur - Bailleur

Mr _____ Mme _____

Lieu / Date

ORMOY / 05/07/2023

Acquéreur - Locataire

Information sur les nuisances sonores aériennes
pour en savoir plus consultez le site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire
<https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr>

Exposition aux nuisances sonores aériennes				
A ta commune			A l'immeuble	
Exposition aux nuisances	Plan de prévention	Etat	Exposé	Travaux réalisés
Néant	-	-	-	

VENCH



ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° R.23.499.ORMOY.DOS relatif à l'Immeuble bâti visité situé au : 42 bis avenue des Roissy Hauts 91540 ORMOY.

Je soussigné, **Mihoubi Ariles**, technicien diagnostiqueur pour la société **DIMM Diagnostic Immo** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Electricité	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	121B1027	24/10/2028 (Date d'obtention : 25/10/2021)
Amiante	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	24/10/2028 (Date d'obtention : 25/10/2021)
Plomb	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	24/10/2028 (Date d'obtention : 25/10/2021)
Termites	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	24/10/2028 (Date d'obtention : 25/10/2021)
DPE	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	14/12/2028 (Date d'obtention : 15/12/2021)
Gaz	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	14/12/2028 (Date d'obtention : 15/12/2021)
Audit Energétique	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas Certification	18628372	31/12/2023 (Date d'obtention : 05/04/2023)

- Avoir souscrit à une assurance (AXA n° 11052642404 valable jusqu'au 01/01/2024) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à ORMOY, le 04/07/2023

Signature de l'opérateur de diagnostics :

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses Intel vendons. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son Indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »



Certificat

Attribué à

Ariles MIHOUBI

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences d'essais et d'application des articles L271-6 et R 271-1 du Code de Construction et de l'Habitat et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostic technique tels que définis à l'article L271-144 du code de la construction.

DOMAINES TECHNIQUES

	Référence des arrêtés	Date de certification originale	Validité du certificat *
DPE avec mention	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	28/02/2023	14/12/2028
Termes métropole	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	25/10/2021	24/10/2028
Hab sans mention (CREP)	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	25/02/2021	24/10/2028
Gu	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	15/12/2021	14/12/2028
Électricité	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	25/10/2021	24/10/2028
DPE sans mention	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	inconnu	14/12/2020
Amiante sans mention	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	25/10/2021	24/10/2028

Date: 28/02/2023

Numéro du certificat : 12181027

Leurent Creguennec, Président

* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus.
Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en demandant l'organisme.
Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur www.bureau-veritas.com/fr/certification
Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
Le Triangle de l'Arche, 3 cours du Triangle 92332 Paris La Défense Cedex



cofrac

CRIKOW
DMRSONNIS
ACCREDITATION
N° 0007
liste des sites et
personnes disponibles
sur www.cofrac.fr



SARL DIMM DIAGNOSTIC IMMO
10 ALLEE DES CHAMPS ELYSEES
91080 EVRY COURCOURONNES FR

AGENT

EI BELMELIANI CHAHRAZED
42 44 ALLEE DES CHAMPS ELYSEES
9 1080 EVRY COURCOURONNES
HI: 0160792626
Email : AGENCE AELMELANKAXAFR
Portefeuille : 009100654 4

Vos référence: :

Contrat n° 11052642404
Client n° 4033822504

AXA France IARD, atteste que :

SARL DIMM DIAGNOSTIC IMMO
10 ALLEE DES CHAMPS ELYSEES
9 1080 EVRY COURCOURONNES

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 1 1052642404 ayant pris effet le 01/01/2023 garantissant l'activité suivante :

DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS RELEVANT DU DDT
LOI CARREZ, LOI BOUTIN, ASSAINISSEMENT AUTONOME ET COLLECTIF

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2023 au 01/01/2024 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat

V ENCH

Fait à EVRY COURCOURONNES le 23
décembre 2022

Pour la société :

15003340021218

AXA France IARD SA

Secteur n° 1052642404 - 21 793 030 Furet
Séjour : 313 Terz - esce rothe - 92727 Nanterre Cexex 722 CST40RCS Nrtene
Entrepreneur : 0160792626 - TVA n° FR1535 308 035
Cpéradcre danrae esecrées de TVA - at261C COI - 14 paurl les gerace: ponte: Pa AXA A=ttree

»/